

menace de l'escalade et de représailles nucléaires. Les partisans du non-recours à la première frappe devront préciser les améliorations à apporter aux forces conventionnelles pour en faire un facteur dissuasif crédible.

Il faudra également compter avec la réaction de l'URSS à de telles "améliorations". Si l'accroissement des forces conventionnelles s'avérait nécessaire pour faire du non-recours à la première frappe une politique crédible, les Soviétiques et leurs alliés du Pacte de Varsovie ne s'efforceraient-ils pas alors d'accroître leurs propres forces, ce qui relancerait la course aux armements ? Une politique de non-recours à la première frappe pourrait certainement contribuer à assainir le climat politique qui règne entre ces deux alliances rivales. Mais avant d'adopter une telle politique, il faudra peut-être conclure des accords sur la limitation des armements afin d'éviter une course

aux armements conventionnels; cet aspect semble avoir échappé aux partisans du non-recours à la première frappe.

Lorsqu'ils font valoir leur thèse, ces mêmes partisans doivent se garder de réécrire l'histoire. C'est pour des raisons bien précises que l'OTAN en est venue à miser sur les armes nucléaires, notamment parce que les membres de l'Alliance, dès le début, étaient conscients de n'avoir ni la volonté ni les ressources qui leur auraient permis de parer à une menace qui semblait très réelle et dont l'intensité n'a toujours pas diminué. Ce faisant, l'arme nucléaire a assumé un rôle politique et militaire. Il est clair que la raison d'être de cette dernière est en péril, mais au moment de modifier les positions officielles, il faudra aussi se pencher sur les origines politiques du problème, origines qui sont loin de se limiter à la simple allergie à l'arme nucléaire.